


Profil Pays – Bénin

1- Informations générales

	Nom complet du pays	BENIN
	Capitale du pays	PORTO-NOVO
	Langue(s) officielle(s)	FRANÇAIS
	Ports Principaux	COTONOU
	Littoral (km)	125

2- Autorités nationales compétentes chargée de la préparation à la lutte et la lutte en cas de déversement d'hydrocarbures

Lutte en mer

Ministère/Département/Agence	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DES TRANSPORTS
Point de contact en charge des questions de lutte en mer	DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE
Adresse	BOULEVARD DE LA MARINA, ZONE PORTUAIRE
Téléphone	+229 21314669
Mobile	+229 97196543 / +229 97981556
Fax	(+229) 21315845
Courriel	01BP :1234 COTONOU E-mail : dirmarc@yahoo.fr

Lutte à terre

Ministère/Département/Agence	MINISTERE DU CADRE DE VIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
Point de contact en charge des questions de lutte à terre	DIRECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CLIMAT
Adresse	
Téléphone	+229 21317771
Mobile	+229 97485983
Fax	
Courriel	01BP : 3502 / 01BP : 3621 COTONOU E-mail : spmcvdd@gmail.com

3- Points de contact

Point Focal GI WACAF

Nom	AHISSOU GERMAIN JESSUGNON
Ministère/ Département / Agence	DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE
Poste	CHEF DE LA DIVISION DE LA SECURITE MARITIME
Adresse	BOULEVARD DE LA MARINA, ZONE PORTUAIRE
Téléphone	+229 21314669
Mobile	+229 97981556
Fax	(+229) 21315845
Courriel	01BP : 1234 COTONOU E-mail : ahissfils2000@yahoo.fr

Point Focal OMI

Nom	KOUTON DESIRE MOULERO
Ministère/ Département / Agence	DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE
Poste	DIRECTEUR
Adresse	BOULEVARD DE LA MARINA, ZONE PORTUAIRE
Téléphone	+229 21314669
Mobile	+229 97196543
Fax	(+229) 21315845
Courriel	01BP : 1234 COTONOU E-mail : moulero9@yahoo.fr

4- Plan National d'Intervention d'Urgence (PNIU) en cas de déversement d'hydrocarbures

Élaboration du PNIU

Nom du PNIU	Plan National d'intervention d'urgence en cas de pollution Marine Accidentelle par les Hydrocarbures de la République du Bénin
Statut du PNIU	Finalisé et approuvé
Acte administratif d'approbation initial - Numéro et date	8 mai 2006
Date de dernière mise à jour approuvée	MARS 2010
Comité / Groupe de travail en charge de la question	Comité National de la Lutte contre la Pollution Marine Accidentelle - CMLPMA

Composants du Plan National d'Intervention d'Urgence

- Politique sur l'utilisation des dispersants

Statut de la politique sur l'utilisation des dispersants	Non développé
---	---------------

L'utilisation des dispersants est considéré comme (première/deuxième/dernière option/pas une option).	N/A	
Indiquer le nom de l'acte administratif régissant la politique d'utilisation de dispersants.	N/A	
Existe-t-il une liste de dispersants approuvés ? Si oui est-elle publique ?	OUI	
Existe-t-il une procédure d'approbation ? Si oui quelle autorité en est responsable ?	NON	
Cette même autorité est-elle responsable de l'autorisation d'utilisation des dispersants en situation d'urgence?	N/A	
Est-ce que la politique sur l'utilisation de dispersants est prise en compte dans le PNIU ?	OUI, MAIS PAS DEVELOPPEE DANS TOUS CES ASPECTS	
Quelles sont les limites géographique et bathymétrique pour l'utilisation des dispersants ?	NON DEVELOPPEES	
Existe-t-il des stocks de dispersants ?		
Emplacement des sites de stockage		
Nom	Propriétaire	Volume

- Cartographie de sensibilité

Statut des cartes de sensibilité	NON FINALISEE
Groupe de travail / Comité en charge	CONSULTANT A RECRUTER
Est-ce que les cartes de sensibilité sont prises en compte dans le PNIU?	OUI, MAIS PARTIELLEMENT
Date de validation et de dernière mise à jour	2006

Est-ce que la carte couvre l'intégralité du littoral ?	NON
Les cartes de sensibilité sont-elles accessibles au public ?	OUI
Sur quel support les cartes de sensibilité sont-elles disponibles ? Papier ou électronique ?	PAPIER

- Plan d'évaluation et de nettoyage du littoral

Statut du plan de nettoyage du littoral	Finalisé
Quelle est l'autorité en charge du nettoyage du littoral ?	DIRECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CLIMAT
Date de validation et de dernière mise à jour	
Est-ce que le plan de nettoyage du littoral fait partie du PNIU ?	NON
Est-ce que le plan de nettoyage du littoral intègre la stratégie d'évaluation et de nettoyage du littoral (<i>Shoreline Cleanup and Assessment Technique (SCAT)</i> en anglais) ?	NON
Est-ce que les volontaires civils peuvent prendre part au nettoyage du littoral ? Si oui, un plan de gestion des volontaires est-il prévu en cas de déversement d'hydrocarbure ?	OUI, MAIS UN PLAN DE GESTION DES VOLONTAIRES N'A PAS ETE PREVU AU PNIU

- Plan de gestion des déchets souillés par les hydrocarbures

Statut du plan de gestion des déchets	Finalisé
Groupe de travail / Comité en charge	
Date de validation et de dernière mise à jour	
Est-ce que le plan de gestion des déchets fait partie du PNIU?	Non
Le plan de gestion des déchets prend-t-il en compte le transport, le stockage temporaire et l'élimination finale des déchets ?	Oui
Les déchets souillés sont-ils considérés comme des déchets dangereux dans la législation nationale ?	Oui
Quels sont les lois et règlements qui régissent la gestion des déchets au niveau national ?	Loi N° 98-030 du 12 février 1999 Portant Loi Cadre sur l'Environnement en République du Bénin

- Plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée

Statut du plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée	
Groupe de travail / Comité en charge	
Date de validation et de dernière mise à jour	
Est-ce que le plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée fait partie du PNIU?	Non
Existe-t-il des organismes nationaux travaillant sur la question ? Si oui, lesquels ?	

Existe-t-il des accords de coopération avec des structures spécialisées à l'international ?	
--	--

- Politique de brûlage in-situ

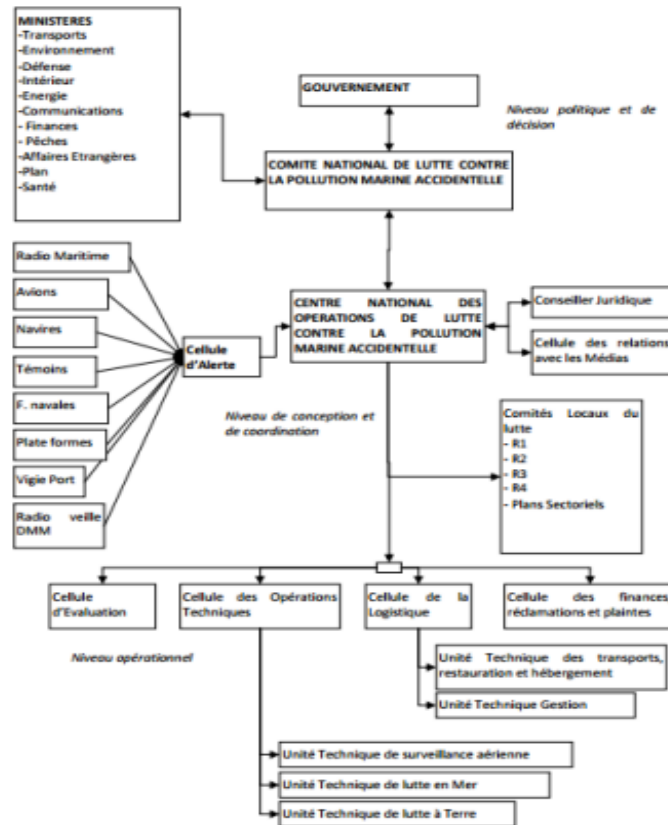
Statut de la politique de brûlage in-situ	Pas initié
Groupe de travail / Comité en charge	
Date de validation et de dernière mise à jour	
Est-ce que la politique de brûlage in situ fait partie du PNIU?	Non
Quelle est la procédure d'autorisation en cas d'incident ?	N/A

Organisation

- Système de Gestion de crises (IMS)

Est-ce qu'une approche reprenant les concepts du Système de Gestion de Crise (Incident Management System – IMS en anglais) est utilisée dans le PNIU ?	Oui
Est-ce que chaque rôle défini est associé à une personne/fonction ?	Oui
Les coordonnées des personnes identifiées sont-elles rassemblées dans une annexe ?	Oui, mais non finalisées

- Organigramme



Aspects transfrontaliers/internationaux

- Coopération transfrontalière/internationale

Quels sont les mécanismes de coopération de lutte au niveau bilatéral et/ou sous régional qui sont intégrés dans le PNIU?	Convention d'Abidjan
Est-ce que des exercices transfrontaliers sont organisés régulièrement ? Si oui, selon quelle fréquence ?	Non
Indiquez la date du dernier exercice transfrontalier	
Est-ce que votre pays est engagé dans une coopération avec des projets/institutions visant à améliorer la capacité de préparation à la lutte et lutte ? Si oui, lesquels ?	Non

- Circulation transfrontalière/internationale d'expertise et d'équipement

Existe-t-il des procédures douanières et d'immigration spécifiques pour faciliter l'importation de matériel et/ou d'expertise ?	Oui
Si oui, quelle est la procédure à suivre ?	Formulation de demande de traitement d'exploitation

[Autres éléments du Plan National d'Intervention d'Urgence](#)

Quelle est la procédure de mise à jour du PNIU ? Le PNIU mis à jour doit-il être officialisé par un acte administratif (ex : décret, arrêté...) pour être applicable ?	Recrutement d'un Consultant Par décret
La méthode d'analyse des avantages environnementaux nets (NEBA) est-elle inscrite dans le PNIU ?	Non
Est-ce que le PNIU prend en compte les différents niveaux de préparation (Tiers 1, 2,3) ?	
Est-ce que le PNIU prend en compte la surveillance aérienne en cas d'incident (par exemple radar, satellite, aéronef, hélicoptère..) ?	Oui
Est-ce que le PNIU couvre la préparation à la lutte et la lutte en cas de déversements de substances nocives et potentiellement dangereuses (SNPD) ?	Non
Les plans locaux (industrie, port, terminaux...) sont-ils référencés et intégrés dans le PNIU ?	Oui
Est-ce que le PNIU peut être activé en cas de déversement d'hydrocarbures par une source autre qu'un navire (ex : plateforme offshore, pipeline..) ?	Oui

5- Conventions et Accords

Prévention

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
Convention MARPOL 73-78	Oui	Oui, mais pas dans son entièreté
MARPOL IV	Oui	Non
MARPOL V	Oui	Non
MARPOL VI	Oui	Non

Préparation et intervention

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
OPRC 1990	Oui	Oui
Protocole OPRC-HNS - 2000	Non	Non

Responsabilité et indemnisation

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
CLC 1992	Oui	Non
FONDS 1992	Oui	Non
Fonds Complémentaire	Non	Non
Convention HNS 2010	Non	Non
Convention Hydrocarbures de soute – 2001	Non	Non

Accords Sous -Régionaux et Bilatéraux

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
Convention d'Abidjan	Oui	Oui
Convention d'Abidjan - Protocole relatif à la pollution par les hydrocarbures	Oui	Oui
Plan régional de lutte contre les déversements du Programme du Grand Ecosystème Marin du Courant de Guinée (GCLME)	Oui	Oui
Convention de Bamako (sur l'Interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le Contrôle des Mouvements transfrontaliers et la Gestion des déchets dangereux produits en Afrique)	Oui	Oui

6- Formation

Est-ce que le pays organise des formations internes et/ou des exercices au moins une fois par an?	Non
---	-----

7- Expertise et ressources au niveau national

<p>Le gouvernement :</p> <p>Il n'y a pas d'équipement spécialisé disponible. L'armée peut fournir les moyens de surveillance aérienne</p>
<p>Le secteur privé :</p> <p>Certains équipements non spécialisés pouvant être utilisés pour la lutte à terre sont disponibles sur le marché.</p>

Equipement

Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER1) ?	Oui
Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER2) ?	Non
Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER3) ?	Non

8- Industrie

Quels partenaires industriels du secteur Oil&Gas sont présents et opèrent dans votre pays?	PUMA ENERGY, ORYX, BENIN PETRO
Existe-t-il un groupe de travail/une plateforme qui regroupe le gouvernement et les industriels sur les questions liées à la préparation à la lutte et la lutte ? Si oui quel est son nom ?	Non
Y a-t-il une mise en commun des ressources humaines et matérielles lors des exercices et/ou formations entre industrie et gouvernement ?	Non
Merci de préciser tout autre aspect pertinent de coopération entre industrie et gouvernement	-----